

**DÉCISION PRISE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL****Relative à l'admission en non valeur de créances irrécouvrables**

Le Maire de la Commune de Seysses,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, alinéa 4,

Vu la délibération n°2024-2-01, du 4 avril 2024, portant délégation du Conseil Municipal au Maire pour l'approbation des admissions en non-valeur des créances irrécouvrables de faible montant et modification de la délégation sur les demandes de subventions

Vu les demandes d'admission en non-valeur pour créances irrécouvrables transmises par Madame la Trésorière, qui sont des créances pour lesquelles, malgré les diligences effectuées, aucun recouvrement n'a pu être obtenu (montant inférieur à un seuil de poursuites, combinaison infructueuse d'actes). Il est précisé que cette admission en non-valeur n'exclut pas un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement.

Considérant que les décisions prises par l'assemblée délibérante ont pour objet de faire disparaître ces créances d'un montant supérieur à 100 € de la comptabilité communale.

Considérant que le maire a délégation pour admettre en non-valeur les créances irrécouvrables d'un montant inférieur au seuil de 100 €. Le montant des créances irrécouvrables inférieures à 100 euros s'élève à 2 650,17 €, sur une période de 2000 à 2016.

Considérant l'exposé ci-dessus,

DÉCIDE :

Article 1 : D'admettre en non-valeur pour créances irrécouvrables les montants suivants, selon le détail de chaque créance indiqué dans le document annexé :

Budget	Compte	Montants
Budget Principal	6541	2 650,17€

Article 2 : La présente décision sera transmise au contrôle de légalité, publiée sur le site internet de la collectivité, et portée à la connaissance des conseillers municipaux lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

Elle peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et de sa réception par le représentant de l'Etat s'il s'agit d'un acte soumis à cette obligation de transmission en vertu des dispositions de l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Fait à Seysses,

le 19 novembre 2025

Le Maire,
Jérôme BOUTELOUP

